

Questions orales

nomène n'est pas exclusif à l'Amérique du Nord, il est mondial, et c'est un fait que la députée devrait admettre.

M. Joe Fontana (London-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le programme national de travaux publics proposé par les libéraux ne fera pas augmenter le déficit. Il ne s'agirait pas d'un programme artificiel de création d'emplois, mais bien d'un programme à frais partagés qui permettrait de créer 100 000 emplois dont le besoin se fait cruellement sentir.

Si le gouvernement n'investit pas dans une infrastructure de premier ordre, nous dépenserons plus d'argent à long terme en réparations et en modernisations.

Le ministre des Finances pourrait-il expliquer aux Canadiens comment on accroîtrait le déficit en améliorant notre infrastructure, en créant 100 000 emplois et en faisant augmenter les recettes de l'État?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, le député est encore fidèle aux politiques libérales d'autrefois en espérant que nous augmentions nos dépenses pour nous sortir de la récession. C'est une position valable, mais, tout comme un certain nombre d'autres personnes, je ne suis pas d'accord avec le député.

Par exemple, j'ai trouvé intéressante la déclaration de M. Jim McCambly, président de la Fédération canadienne du travail, que rapportait le dernier numéro du magazine *Maclean's*; il déclarait que, même si l'économie montre peu de signes de reprise, Ottawa et les provinces doivent résister à la tentation d'injecter des milliards de dollars dans de grands programmes de travaux publics capables de stimuler le secteur de la construction et de créer des emplois pour les travailleurs en chômage.

Je le cite: «Il n'est pas facile de dire pareilles choses alors que beaucoup de nos propres membres sont en chômage. Mais nous ne pouvons pas chercher des solutions rapides. Nous devons nous préoccuper du long terme pour le bien de nos enfants.» Et il ajoutait: «Rien n'est gratuit. Nous devons tous payer notre part.»

M. Joe Fontana (London-Est): Monsieur le Président, le gouvernement ne peut nier qu'un programme de travaux publics créera des emplois. Il ne peut nier que les propositions font l'unanimité parmi les provinces et les municipalités canadiennes. Il ne peut nier qu'un investissement public suscitera un investissement privé.

Je veux donc savoir ceci du ministre des Finances: Quand cessera-t-il de se retrancher derrière des considé-

rations politiques sur cette question pour enfin se décider à introduire ce programme?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je ne me retranche pas derrière des considérations politiques; c'est plutôt le député qui essaie de se faire du capital politique sur ce point. Il prétend que toutes les provinces sont favorables à un vaste programme de travaux publics, ce qui est tout à fait faux.

En fait, les premiers ministres néo-démocrates, notamment les deux de l'Ouest, sont aussi d'avis que ce n'est pas en dépensant qu'on se sort d'une récession.

Je me demande si le député est vraiment sérieux. On parle ici de milliards de dollars. Veut-il qu'on augmente le déficit, ou les impôts? S'il veut qu'on augmente les impôts, alors les impôts de qui?

[Français]

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Hier, plus de 2 000 personnes ont perdu leur emploi au Canada. Esso et la Consolidated Bathurst ont annoncé des mises à pied massives. Pour 2 000 chômeurs, il serait nécessaire de trouver 25 millions de dollars en assurance-chômage.

Comment le gouvernement va-t-il faire pour payer? Augmenter les taxes ou augmenter le déficit?

[Traduction]

L'hon. Frank Oberle (ministre des Forêts): Monsieur le Président, rien n'illustre mieux les problèmes que la récession pose à d'autres pays, particulièrement aux États-Unis, que la crise que traverse actuellement notre industrie forestière qui compte énormément sur les marchés étrangers.

Dans le cas de la Consolidated-Bathurst, je crois comprendre qu'il s'agit d'un problème de relations de travail. On m'informe que les pourparlers se poursuivent. J'ose espérer qu'on trouvera une solution au problème et que l'usine pourra survivre.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Finances. L'avenir s'annonce plutôt sombre pour les Canadiens. Les perspectives d'emploi diminuent toujours; ils sont en baisse de 50 p. 100 ce mois-ci. Faute d'une politique gouvernementale de plein emploi, les contribuables canadiens doivent verser 30 milliards de dollars par année en prestations d'aide sociale et d'assurance-chômage. Le coût du chômage augmente tous les jours.